

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES - CCP N°PA-25084**

**MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2123-1, R.2123-4 A  
R.2123-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES**

**FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE D'UNE  
LAVEUSE BARRIERE ASEPTIQUE DE TYPE PULLMAN POUR LA BLANCHISSERIE  
D'EPSYLAN**

**Pouvoir adjudicateur / acheteur :**

Le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes ci-après nommé « CHU de Nantes »  
(Établissement support du GHT44)  
Immeuble Deurbroucq - 5, allée de l'île Gloriette  
44093 – NANTES CEDEX  
SIRET : 26440013600471

## Sommaire

<b>ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 : Mode de dévolution (allotissement) .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 : Documents contractuels.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 : Durée DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 : DescriPTION technique .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 : Modalités DE COMMANDE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION.....</b>	<b>6</b>
8.1. Lieu de livraison et horaires .....	6
8.2 Délais de livraison .....	6
8.3 Conditions de livraison .....	6
8.4 Formation du personnel .....	7
<b>ARTICLE 9 : Obligations du Titulaire .....</b>	<b>7</b>
9.1. Interlocuteur dédié .....	7
9.2 Confidentialité .....	7
<b>ARTICLE 10 : Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>7</b>
10.1 Vérifications.....	7
10.3 Décision après vérification .....	8
<b>ARTICLE 11 : Garantie .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 12 : RELEVÉ D'ACTIVITÉ .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 13 Prix .....</b>	<b>9</b>
13.1 Forme des prix .....	9
13.2 Contenu des prix.....	9
13.3 - Modalités de révision des prix .....	9
13.4 Application d'une offre promotionnelle .....	9
<b>ARTICLE 14 : Modalités de règlement.....</b>	<b>9</b>
14.1 Paiement .....	9
14.2 Présentation des demandes de paiement .....	9
14.3 Transmission des demandes de paiement .....	10
<b>ARTICLE 15 : AVANCE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 16 : Pénalités &amp; Execution aux frais et risques .....</b>	<b>10</b>
16.1 Retard de livraison .....	10
16.2 Manquement au relevé d'activité .....	11
16.3 Exécution aux frais et risques .....	11
<b>ARTICLE 17 : Résiliation.....</b>	<b>11</b>
17.1 Conditions de résiliation.....	11
17.2 Indemnités de résiliation .....	11
<b>ARTICLE 18 : CLAUSE DE REEXAMEN .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 19 : Responsabilités et assurance .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 20 : DIFFERENDS ET Litiges .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 21 : Dérogations au CCAG-FCS .....</b>	<b>12</b>

Le **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après GHT 44 a été créé le 1er juillet 2016 dans le cadre de loi de modernisation du système de santé, en vue de coordonner les établissements publics de santé du territoire autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

**Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat.** Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des Marchés et de leurs avenants.

### Répartition des compétences au sein du GHT :

**En phase d'exécution du Marché :**

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du Marché (prise en charge des modifications du Marché, décision d'affermissement de tranche optionnelle, décision de non reconduction, résiliation du Marché), en concertation avec les autres membres le cas échéant ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du Marché qui les concerne, l'exécution notamment financière du Marché (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants présentés en cours d'exécution).



## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la fourniture, la pose et la mise en service d'une laveuse barrière aseptique de type Pullman.

La fourniture des matériels comprend également :

- Le montage
- La mise en place et le raccordement sur le lieu d'utilisation
- La mise en service avec démonstration de fonctionnement
- La formation du personnel en charge de la maintenance.

En Prestation Supplémentaire Eventuelle, il sera demandé le coût de l'année de garantie supplémentaire.

L'établissement du GHT44 concerné par le présent Marché est Epsylan (CH de Blain).

Cet établissement est dénommé ci-dessous « établissement bénéficiaire ».

## **ARTICLE 2 : MODE DE DEVOLUTION (ALLOTISSEMENT)**

Les fournitures, objet du présent CCP, font l'objet d'un lot unique.

## **ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ**

Le présent Marché est un marché ordinaire.

## **ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- ⇒ L'acte d'engagement et son annexe financière dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, :
- ⇒ le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP n°PA-25084) et ses deux annexes
- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- ⇒ L'Offre technique du Titulaire comprenant :
  - La fiche technique

Le C.C.A.G.-F.C.S. ne sera pas fourni par l'administration, il est réputé connu par le Titulaire.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

L'original de chacun de ces documents, conservés dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S., la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

## **ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE**

Le marché est conclu pour une période courant de la date de notification du marché jusqu'à la sortie de garantie de l'équipement. Il n'est pas prévu de période de reconduction.

## **ARTICLE 6 : DESCRIPTION TECHNIQUE**

Caractéristique technique de la laveuse type Pullman :

- Capacité 50 kg
- Positionnement automatique du tambour
- 2 compartiments
- Double affichage des programmes et du temps restant (zone propre et sale)
- Programmable
- Sans bac à poudre
- Ouverture automatique des portes et des tambours
- Chargement par l'avant zone sale, arrière zone propre
- Paroi lisse
- Norme ERGOCERT ou équivalent
- Mode de chauffage énergie utilisée : électricité
- Eau : deux arrivées d'eau : froide, chaude, mais besoin de chauffer l'eau sur la laveuse.

La fourniture de l'équipement comprend également :

- Le montage
- La mise en place et le raccordement sur le lieu d'utilisation
- La mise en service avec démonstration de fonctionnement
- La formation du personnel utilisateur et en charge de la maintenance sur une demie journée.

Le fournisseur aura à sa charge l'enlèvement et l'évacuation de la laveuse actuelle.

## **ARTICLE 7 : MODALITES DE COMMANDE**

La commande sera notifiée par l'établissement bénéficiaire. Les mentions devant figurer sur la commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire,
- la référence du marché concerné,
- le n° de commande
- la désignation de la fourniture,
- la quantité à livrer,
- le lieu et la date de livraison
- le code Chorus Pro
- l'adresse de facturation
- le montant de la commande ;
- les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler leurs observations.

Seule une commande signée par le représentant de l'établissement bénéficiaire pourra être honorée par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions du présent article, l'établissement bénéficiaire se réserve le droit de refuser le paiement des factures présentées par le Titulaire.

## **ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION**

### **8.1. Lieu de livraison et horaires**

La laveuse sera livrée aux lieu et horaires de livraison indiqués sur la commande en ayant impérativement pris l'accord préalable du représentant du Pouvoir Adjudicateur.

### **8.2 Délais de livraison**

Le Titulaire devra accuser réception de la commande afin de donner date certaine à la réception par mail

Le Titulaire est engagé contractuellement à respecter le délai de livraison et de mise en ordre de marché qu'il aura renseigné dans son annexe financière.

Il est demandé que la livraison soit effectuée avant la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2026.

Tout retard dans l'exécution des prestations fera l'objet de pénalités dans les conditions prévues l'article 16 du présent CCP.

### **8.3 Conditions de livraison**

Les frais de transport de la laveuse sont à la charge du Titulaire, qui effectue ses livraisons franco de port et d'emballage, dès le premier euro.

Le stockage, l'emballage et le transport de l'équipement sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du Titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison. Le déballage des matériels, l'évacuation des matériaux d'emballage seront pris en charge par des moyens propres au Titulaire.

Egalement et en vertu de l'article 20.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le transport s'effectue **sous la responsabilité du Titulaire**, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage, le transport et le déchargement sont donc effectués sous sa responsabilité.

La livraison de l'équipement (faite par le Titulaire ou un transporteur) devra être accompagnée d'un bon de livraison, qui devra être émargé par un représentant de l'établissement. Le bon de livraison comporte au minimum les indications suivantes :

- Numéro de marché
- Identité de l'établissement destinataire
- Identité du fournisseur
- Identité du transporteur
- Désignation et référence de l'équipement
- Quantité livrée / exécutée
- Nombre de colis - Conditionnements et sous - conditionnements

Le Titulaire faisant appel à un transporteur devra communiquer les conditions définies ci-dessus et s'assurer du respect de celles-ci.

La livraison de l'équipement est effectuée à l'adresse mentionnée sur le bon de commande. Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison reste à la charge du Titulaire et ne peut être facturée à l'établissement bénéficiaire.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du Titulaire.

#### **8.4 Formation du personnel**

Le Titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser la laveuse. Les conditions relatives à la formation du personnel seront celles définies à l'article 6 au cahier des clauses particulières.

### **ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **9.1. Interlocuteur dédié**

Dès la notification du marché, le Titulaire indique le nom et les coordonnées professionnelles de la personne chargée d'assurer l'exécution des prestations du présent marché. Ce responsable désigné par le Titulaire est **l'unique interlocuteur** des établissements concernés pendant toute la durée du marché : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution, le Titulaire **en avise sans délai** l'établissement et lui indique les noms, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

L'établissement bénéficiaire nommera également un interlocuteur privilégié.

#### **9.2 Confidentialité**

Le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

### **ARTICLE 10 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les opérations de réception, vérification et admission sont placées sous la responsabilité du responsable de la blanchisserie de l'établissement bénéficiaire ou son représentant.

#### **10.1 Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **Vérifications qualitatives :**

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou de la commande, l'établissement bénéficiaire pourra :

- Soit procéder à l'ajournement dans un délai d'un mois à compter de la réception de l'équipement ; la fourniture devra alors faire l'objet des mises au point préconisées dans le délai indiqué dans le courrier d'ajournement. Ce délai ne devra pas être supérieur au délai de livraison initial.
- Soit la refuser ; notamment en cas d'insalubrité ; elle doit être alors immédiatement remplacée. Le courrier de refus précisera le nouveau délai attendu.
- Soit l'accepter avec réfaction de prix, déterminée d'un accord commun écrit ; le défaut d'accord entraînera le refus de la fourniture.

### **Vérifications quantitatives :**

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire pourra mettre le Titulaire du marché en demeure :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande
- Soit compléter la livraison, dans le cas contraire, dans les délais qui lui sont prescrits, à concurrence de la quantité prévue au bon de commande

### **10.3 Décision après vérification**

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, le silence gardé par l'établissement bénéficiaire ne vaut en aucun cas admission tacite des prestations ou acceptation des observations faites par le titulaire.

### **ARTICLE 11 : GARANTIE**

Sauf délai supérieur accordé au CHU de Nantes, le délai de garantie contractuel est de deux ans (minimum) ou le délai indiqué par le Titulaire dans son offre à compter de la notification de la décision d'admission définitive des équipements par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur, toutes les réparations qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toutes les pièces défectueuses. Cette garantie inclut également les frais de déplacements et les coûts de main d'œuvre.

### **ARTICLE 12 : RELEVÉ D'ACTIVITÉ**

Sans objet



## **ARTICLE 13 PRIX**

### **13.1 Forme des prix**

Les prix de référence sont les prix nets HT qui figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Ils sont appliqués aux quantités réellement livrées.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification du marché.

### **13.2 Contenu des prix**

Les prix s'entendent toutes taxes comprises pour marchandises livrées franco de port et d'emballage sans seuil minimum de commande. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la fourniture, ainsi que les marges pour risques et les marges bénéficiaires et tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison, y compris ceux qui peuvent naître de l'ajournement ou du rejet des prestations, ceux-ci étant à la charge du Titulaire

Les prix du bordereau sont appliqués aux prestations réellement exécutées.

Les prix sont établis conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS. Aux prix ainsi définis s'applique la TVA au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

L'EURO est la monnaie de compte du marché. Le prix restera inchangé en cas de variation du cours de la monnaie utilisée par le Titulaire pour régler son fournisseur étranger.

### **13.3 - Modalités de révision des prix**

Les prix sont fermes pour la durée du marché.

### **13.4 Application d'une offre promotionnelle**

Sans objet

## **ARTICLE 14 : MODALITES DE REGLEMENT**

### **14.1 Paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-FCS

### **14.2 Présentation des demandes de paiement**

Les factures afférentes au paiement seront établies selon les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,

- la référence au Marché, à la composante considérée ou au bon de commande s'il y a lieu,
- la nature de la prestation réalisée et des fournitures livrées (toutes composantes),
- le prix forfaitaire et unitaire net HT des prestations et fournitures réalisées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TVA comprise,
- la date de facturation

### **14.3 Transmission des demandes de paiement**

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

**La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)**

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement partie : annexe 1 au présent CCP.

## **ARTICLE 15 : AVANCE**

Dans le respect des dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique et de l'option B du CCAG FCS, une avance de 5 % est accordée au Titulaire, sauf refus de sa part formulé à l'acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire.

## **ARTICLE 16 : PENALITES & EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables dès le premier euro et sont appliquées sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont cumulatives. Aucune exonération de pénalité ne sera appliquée, les pénalités sont calculées selon les modalités décrites ci-dessous.

### **16.1 Retard de livraison**

En cas de non-respect du délai de livraison de l'équipement renseigné dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du seul fait du Titulaire, celui-ci peut encourir, par jour de retard, des pénalités de retard, sans mise en demeure préalable, d'un montant forfaitaire de 100 € par jour ouvré de retard.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel de livraison de l'équipement pour lequel le Titulaire s'est engagé est expiré.

En cas de livraison non conforme (erreur de produit, lieu hors du lieu de stockage, livraison non-conforme en quantité ou en qualité, erreur d'adresse de livraison), une pénalité forfaitaire de 100 € par infraction constatée sera appliquée sans mise en demeure préalable.

## **16.2 Manquement au relevé d'activité**

Sans objet

## **16.3 Exécution aux frais et risques**

Il est fait application de l'article 45 du CCAG FCS.

# **ARTICLE 17 : RESILIATION**

## **17.1 Conditions de résiliation**

Le Titulaire peut mettre fin à l'exécution du marché dans les conditions prévues aux à l'article 40 du CCAG-FCS.

L'établissement bénéficiaire peut mettre fin à l'exécution d'un marché dans les mêmes conditions.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le Titulaire a apporté sans approbation de l'établissement des modifications sur un élément substantiel des prestations ou des fournitures ;
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du Marché notamment en cas de :
  - retard dans l'exécution des prestations et/ou de retard de livraison répétés ;
  - erreurs de facturation répétées ;
  - manquements répétés au CCP ;
  - non-conformité des produits au CCP et/ou aux fiches techniques.
- Le Titulaire n'informe pas de manière répétée l'établissement des ruptures d'approvisionnement ;
- Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision correspondante ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

## **17.2 Indemnités de résiliation**

La résiliation prononcée pour faute n'ouvre pas droit à indemnité.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à indemnité.

## **ARTICLE 18 : CLAUSE DE REEXAMEN**

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le Titulaire initial cède son Marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le Marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du Marché initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le Marché sera résilié aux torts du Titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du Titulaire du Marché, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du Marché.

## **ARTICLE 19 : RESPONSABILITES ET ASSURANCE**

Le Titulaire devra être assuré en responsabilité civile contre tout dommage pouvant affecter les personnes – agents des établissements parties au contrat, usagers, visiteurs – et les biens à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent Contrat, qu'il soit causé par ses agents ou représentants. Le Titulaire devra pouvoir justifier de cette assurance.

## **ARTICLE 20 : DIFFERENDS ET LITIGES**

Il sera fait application du chapitre 8 du Cahier des Clauses Administratives Générales en cas de litige survenu entre le Titulaire et le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes.

## **ARTICLE 21 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 4	Article 4.2.1 (pièces contractuelles)
Article 16	Article 14 (Pénalités)
Article 17.2	Article 42 (Résiliation pour motif d'intérêt général)